



AFRIQUE/SOUDAN DU SUD - Dénonciation de l'instrumentalisation du tribalisme de la part des responsables chrétiens : « nous ne sommes ni Dinka ni Nuer mais représentants du Corps du Christ »

Juba (Agence Fides) – Les appels des responsables des églises chrétiennes en faveur de la paix et de la réconciliation au Soudan du Sud se multiplient alors que l'ONU et différents Etats étrangers procèdent à l'évacuation de leur personnel et de leurs ressortissants, le pays étant en proie à l'affrontement entre des factions rivales des forces armées. L'assaut contre la base de l'ONU d'Akobo, dans l'est du pays, au cours duquel trois casques bleus indiens ont trouvé la mort, a accéléré les opérations de rapatriement des étrangers.

Afin d'éviter que la lutte contre le Président Salva Kiir – appartenant à l'ethnie Dinka – et l'ancien Vice-président Riek Machar – d'ethnie Nuer – ne fasse précipiter le jeune Etat – indépendant depuis juillet 2011 – dans la spirale de l'affrontement ethnique, différents Evêques catholiques et d'autres confessions chrétiennes ont dénoncé l'instrumentalisation de l'ethnicité à des fins politiques.

Selon le Sudan's Catholic Radio Network, S.Exc. Mgr Erkulano Lodu Tombe, Evêque de Yei, a adressé un appel aux militaires de la caserne locale afin qu'ils évitent d'écouter certains hommes politiques qui créent la confusion et la division dans les esprits. Lui a fait écho Elias Taban, évêque de l'église presbytérienne de Yei, qui a affirmé que « certains traîtres sud-soudanais entendent promouvoir le tribalisme pour maintenir le pays dans le sous-développement ».

Les responsables religieux chrétiens ont en outre écrit une lettre commune. Se qualifiant comme « membres natifs des communautés Dinka et Nuer », les Evêques et leur clergé affirment « être non pas des représentants de tribus ou de dénominations (religieuses) mais des représentants et des responsables de l'Eglise et du Corps du Christ ». Exprimant leur douleur pour les violences perpétrées à Juba et dans l'Etat de Jonglei, les auteurs de la lettre affirment « condamner et corriger les allégations des moyens de communications, qui indiquent que la violence dérive d'un conflit entre les tribus Dinka et Nuer. Ce qui est arrivé ne doit pas être décrit comme un conflit ethnique. Il existe plutôt des contrastes politiques entre le Sudan People's Liberation Movement et les responsables politiques du Soudan du Sud ».

Les responsables religieux dénoncent les meurtres perpétrés sur base ethnique et font appel aux hommes politiques afin qu'ils cessent d'inciter à la violence et les appellent en revanche à œuvrer en faveur de la paix et de la réconciliation ». (L.M.) (Agence Fides 20/12/2013)